

ACTION URGENTE

UN ANCIEN PRISONNIER D'OPINION SERAIT DÉTENU

On ignore où se trouve José Daniel Ferrer García, ancien prisonnier d'opinion, depuis qu'il aurait été arrêté le 21 février dans le centre de La Havane (Cuba).

L'ancien prisonnier d'opinion **José Daniel Ferrer García**, qui a bénéficié d'une libération conditionnelle, aurait été de nouveau arrêté, le 21 février, dans le centre de La Havane. Il était venu de la province de Santiago de Cuba pour rencontrer des diplomates, des défenseurs des droits humains et des dissidents dans le cadre de son travail de coordonnateur de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU) – collectif d'organisations dissidentes basé dans l'est de Cuba.

Le 21 février, José Daniel Ferrer García se trouvait dans un taxi avec Elizardo Sánchez, coordonnateur de la Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale (CCDHRN), dont il venait de visiter les locaux. Elizardo Sánchez est descendu dans le quartier central de Vedado et, cinq minutes plus tard, il a reçu un texto de José Daniel Ferrer García qui disait avoir été arrêté par la police. Le 22 février, Elizardo Sánchez a contacté le service d'information de la police, qui lui a indiqué que José Daniel Ferrer García ne se trouvait dans aucun lieu de détention. On ignore où se trouve cet homme depuis lors.

José Daniel Ferrer García avait bénéficié d'une libération conditionnelle en mars 2011, après avoir purgé huit des 25 années de réclusion auxquelles il avait été condamné. Les conditions de sa libération prévoyaient qu'il pouvait être renvoyé en prison pour purger le reste de sa peine, soit 16 ans. Amnesty International pense que son arrestation vise à réprimer les activités dissidentes que cet homme et les autres membres de l'UNPACU mènent de manière pacifique dans l'est de Cuba.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités de révéler immédiatement les circonstances de l'arrestation de José Daniel Ferrer García, qui a eu lieu le 21 février, et l'endroit où il se trouve actuellement ;
- exhortez-les, s'il s'avère que cet homme est détenu, à le libérer sans délai à moins qu'il n'existe des éléments suffisants pour l'inculper d'une infraction pénale dûment reconnue par le droit international ;
- appelez-les à cesser immédiatement de harceler et d'intimider les membres de l'Union patriotique de Cuba, ainsi que tout autre citoyen cherchant à exercer pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et d'association.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 AVRIL 2012 À :

Chef de l'État et du gouvernement

Raúl Castro Ruz
 Presidente de la República de Cuba
 La Habana, Cuba
 Fax : +53 7 83 33 085 (via le ministère des Affaires étrangères) ; +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)
 Courriel : (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)
Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

General Abelardo Coloma Ibarra
 Ministro del Interior y Prisiones
 Ministerio del Interior, Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba
 Fax : +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)
 Courriel : correominint@mn.mn.co.cu
Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Procureur général
 Dr. Darío Delgado Cura
 Fiscalía General de la República,
 Fiscalía General de la República,
 Amistad 552, e/Monte y Estrella, Centro Habana
 La Habana, Cuba
Formule d'appel : Dear Attorney General, / Monsieur le Procureur général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN ANCIEN PRISONNIER D'OPINION SERAIT DÉTENU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'ancien prisonnier d'opinion José Daniel Ferrer García a bénéficié d'une libération conditionnelle en mars 2011, après huit ans d'emprisonnement. Il figurait parmi les 75 personnes arrêtées et condamnées à la suite d'une répression de la dissidence cubaine en mars 2003. Toutes ces personnes ont été adoptées comme prisonniers d'opinion par Amnesty International car elles avaient agi de façon non violente et étaient incarcérées en vertu d'une loi cubaine qui érige illégalement en infraction la dissidence politique. José Daniel Ferrer García a été condamné à 25 ans de réclusion en raison de sa participation au projet Varela, dont l'objectif était de demander la tenue d'un référendum sur des réformes démocratiques. L'article 31.1.4 du Code pénal cubain dispose que la libération conditionnelle permet à un prisonnier de passer le reste de sa peine hors de la prison, à condition qu'il se distingue par sa « bonne conduite ».

L'Union patriotique de Cuba (UNPACU) est un collectif d'organisations dissidentes dont le siège se trouve à Santiago de Cuba, mais qui est également présent dans les provinces voisines de l'est de Cuba. L'UNPACU souhaite qu'un changement démocratique s'opère à Cuba par des moyens non violents.

Depuis sa création, mi-2011, ses membres subissent un harcèlement et des manœuvres d'intimidation constants, y compris des détentions arbitraires, de la part des autorités cubaines. Wilman Villar Mendoza, membre de l'UNPACU et prisonnier d'opinion, est mort en janvier 2012 des suites d'une grève de la faim qu'il menait pour protester contre sa condamnation à quatre ans de prison, prononcée à l'issue d'un procès sommaire. Toutes ces pratiques s'inscrivent dans le cadre de la répression plus large qui vise les dissidents des provinces de l'est de Cuba et qui s'est intensifiée depuis mi-2011.

Nom : José Daniel Ferrer García

Genre : homme

AU 60/12, AMR 25/005/2012, 23 février 2012